

Le 5 décembre 2023

Le gouvernement tue les hôpitaux sans débat.

La démocratie est bafouée. La santé est en danger. Pour la vingtième fois, le gouvernement s'est appuyé sur l'article 49.3 de la constitution pour passer en force le 1^{er} décembre le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2024 (PLFSS) et éviter un vote parlementaire. Il ne pouvait même plus supporter d'entendre qu'il avait tort. Rappelons que la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale avait voté contre ce projet de loi.

Il met à la diète les hôpitaux, les EHPAD, déjà si malades. Pourtant l'alerte avait été donnée par des organismes comme la Fédération Hospitalière de France dirigée par un soutien du Président de la République.

Cela va encore aggraver les difficultés de prise en charge des malades dans notre pays, justifier des fermetures de lits ou de services injustifiables, malmenier les personnes âgées, favoriser les burn-out des personnels.

Ce PLFSS garde en réserve des bombes à retardement, avec des économies prévues "pour responsabiliser les assurés", autant dire faire réapparaître le doublement des franchises avec un nouvel assaisonnement.

Ce PLFSS est un danger pour l'accès aux soins dans notre pays !

Toute la campagne menée par la Coordination, avec Convergence Services Publics sur la pétition pour un PLFSS répondant aux besoins, avec le tour de France de la Santé, a permis de rencontrer une population en colère (10 000 pétitions papier, ce sont 10 000 débats !).

Le gouvernement devra bien finir par entendre ! Le Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité va continuer, plus que jamais, ses actions pour que le système de santé réponde aux besoins de la population.